

Groupe d'Expertise Pluraliste (GEP) sur les anciennes mines d'uranium

*Les travaux du GEP Limousin :
mise en œuvre d'une méthode d'évaluation
de l'impact environnemental
des mines d'uranium*

Partie 1 - Contexte de l'étude

*Tutoriale - SFRP
Tours, 23 juin 2011*

Yves Marignac - Coordinateur



L'héritage des sites miniers d'uranium

1948



- Début de l'exploitation

1990s



- Déclin de l'activité
- Fermeture progressive sous contrôle de l'administration

2000s



- Surveillance
- Préoccupations des riverains, des associations
- Controverses, actions judiciaires

Dossier national et territorial



- 200 sites répartis sur 25 départements
- 166 millions de t. de stériles
- 51 millions t. de résidus de traitement
- 17 stockages de résidus



Une réponse pluraliste : la création du GEP

Un contexte sensible

- lien avec la sphère nucléaire
- enjeux économiques
- débat médiatique et politique
- controverses, actions en justice (notamment en Limousin)

Un sujet multiforme et complexe

- risques miniers/radiologiques
- stockage de déchets radioactifs
- réutilisation de matériaux
- accumulation dans les sédiments
- radon et radioactivité naturelle

Une dimension temporelle forte

- gestion des risques actuels
- persistance de facteurs de risque à très long terme

Deux lettres de mission

2005 : Min. écologie, industrie, santé

2007 : Min. écologie, santé, ASN

→ analyse

- contribuer à l'analyse technique de la situation actuelle
- à partir d'exemples (en Limousin), tirer des enseignements généraux

→ recommandations

- faire des propositions sur les options et pour une stratégie applicable à tous les sites
- viser la maîtrise et la réduction des impacts, la gestion du long terme

→ information

- participer à l'information des acteurs locaux et du public



La composition et les moyens du GEP

Groupe pluraliste → pluralité & pluridisciplinarité

- diversité des compétences, représentativité des acteurs / sensibilités

Instituts publics et Administration	Associations et indépendants	Industriel	Experts étrangers	GEP plénier
- IRSN, InVS, INERIS, GEODERIS - Universitaires - Autorités	- Experts non institutionnels - GSIEN, ACRO - Sources Rivières Limousin, Association Sauvegarde Gartempe	- Areva NC	- IAEA (REX international) - Royaume-Uni, Suisse, Belgique, Luxembourg, Israël	
16 experts	5 experts	5 experts	6 experts	

Producteur d'expertise → travail de fond & dans la durée

- groupes de travail (GT) thématiques (sites, impacts, cadre régl. et long terme...)
- environ 50 experts mobilisés régulièrement ou ponctuellement sur 5 ans
- plus d'une centaine de réunions de travail

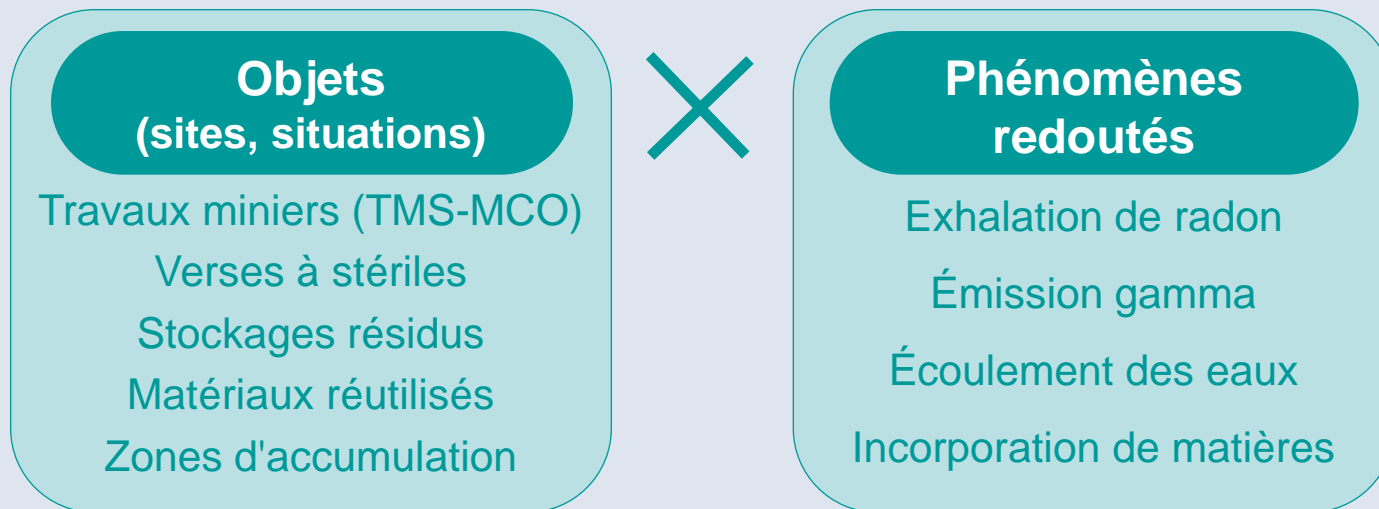
Acteur autonome → capacité d'action & moyens dédiés

- structuration autonome de son fonctionnement, de son champ, de sa démarche
- appui fonctionnel sur l'IRSN, participation active d'Areva
- accès aux données et à la mobilisation de l'expertise publique
- protocole pour le financement de l'apport des acteurs non institutionnels



La méthodologie et la démarche GEP

Analyse systémique et phénoménologique



Organisation en GT techniques

- **GT1** : termes sources, rejets et transferts à l'environnement
- **GT2** : impacts environnemental et sanitaire, veille sanitaire
- **GT3** : cadre réglementaire, gestion du long terme
- **GT4** : mesures

→ **auscultation, évaluation, mesures compensatoires, surveillance**



Une problématique forte

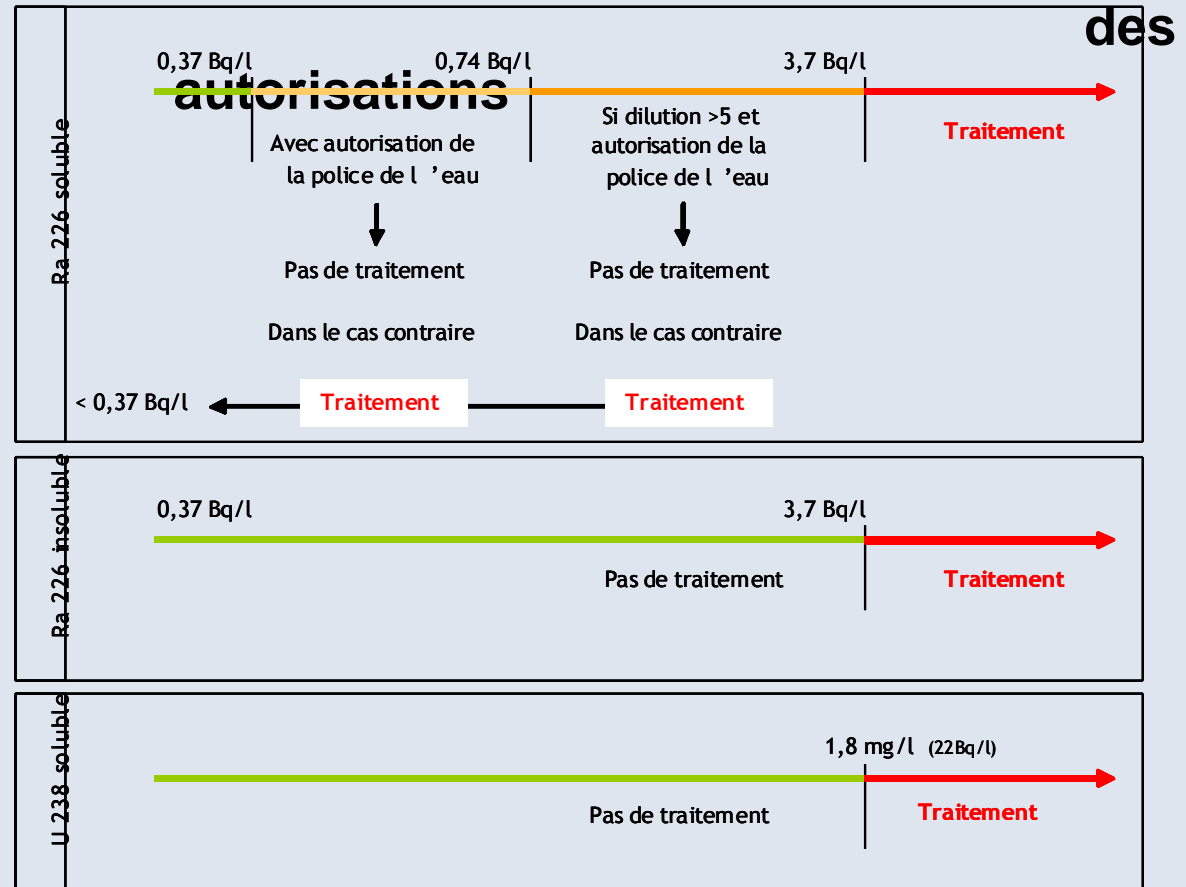
Régime

de rejets

- RGIE : captation, surveillance et traitement des eaux
- Prescriptions générales, parfois durcies localement
- Activité volumique Ra-226 soluble et insoluble
- Concentration uranium soluble

Phénomènes d'accumulation

- À l'aval de certains sites de la Division minière de la Crouzille, concentrations en U supérieures aux valeurs milieu naturel attribuables aux sites
- Question sur le lien teneurs de rejets / (re)concentration en milieu récepteur
- Question sur la gestion des situations résultantes (reprise sédiments ?)





Une conjonction favorable

Des situations concrètes

- Arrêtés préfectoraux imposant la reprise par Areva de sédiments au dessus de 3 700 Bq d'uranium-238 par kg de matière sèche (valeur normative qui ne préjuge pas d'un impact associé mais transpose, par défaut, le seuil de 300 ppm d'uranium fixé par le RGIE pour imposer à l'exploitant une gestion des matières)
- Controverse achevée par une procédure judiciaire entre SRL et Areva sur la nature de telles situations (“pollution” ou “marquage”)

➔ **Questions sur la caractérisation technique de ces situations et sur l'évaluation du risque associé**

Un dispositif favorable

- Présence d'associations locales “naturalistes” (focus impact écosystèmes) et d'experts hors nucléaire (focus radiologique élargi au chimique)
- Forte implication de l'IRSN, et forte articulation à travers le pilotage par le GEP de la tierce-expertise menée par l'IRSN sur le dossier d'Areva

➔ **Réflexion sur les méthodes disponibles pour l'évaluation du risque environnemental**
Pilotage/suivi d'un test mené par l'IRSN